

ILE DE LA REUNION TOURISME I.R.T

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023



ILE DE LA REUNION TOURISME I.R.T

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 4 rue Jules THIREL – Immeuble la balance, bâtiment B - 97 460 Saint-Paul

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Ile de la Réunion Tourisme (I.R.T),

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ile de la Réunion Tourisme (I.R.T) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **LITIGES**

Votre association constitue des provisions pour risques pour couvrir les risques relatifs aux litiges prud'homaux et aux rejets de dépenses de ses financeurs. Ces informations sont mentionnées en page 14 de l'annexe au paragraphe « Faits caractéristiques – Autres éléments significatifs » ainsi qu'en page 20 au paragraphe « Notes sur le bilan – Provisions ». Nos travaux ont consisté à examiner les procédures en vigueur dans votre association pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

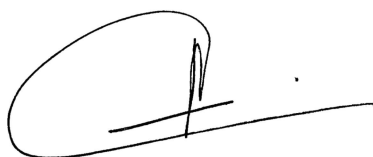
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 26/06/2024

Le Commissaire aux Comptes :

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

David PINTO
Associé signataire

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	43 270	43 270		
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	1 693	849	844	1 013
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	105 668	75 436	30 232	34 555
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	768 712	600 717	167 995	222 053
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	14 535		14 535	32 388
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	134 798	134 798		
<i>Prêts</i>	1 067	1 067		
<i>Autres immobilisations financières</i>	84 644		84 644	99 008
Total I	1 154 387	856 137	298 251	389 018
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	153		153	153
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	744 042	214 502	529 540	298 601
<i>Autres créances</i>	2 440 786	100 901	2 339 885	4 560 006
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	4 589 253		4 589 253	5 877 369
<i>Charges constatés d'avance</i>	168 394		168 394	154 424
Total II	7 942 628	315 403	7 627 225	10 890 552
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 097 015	1 171 540	7 925 476	11 279 570
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	210 450	4 807
Excédent ou déficit de l'exercice	38 630	205 643
Situation nette (sous-total)	249 080	210 450
Subventions d'investissement	351 894	410 445
Total I	600 974	620 895
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	12 478	71 112
Total II	12 478	71 112
PROVISIONS		
Provisions pour risques	672 564	772 750
Total III	672 564	772 750
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 600 000
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	374 947	353 119
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	990 852	1 582 447
Dettes fiscales et sociales	4 654 452	2 600 244
Autres dettes	589 210	445 353
Produits constatés d'avance	30 000	2 233 651
Total IV	6 639 461	9 814 814
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 925 476	11 279 570
(1) Dont à plus d'un an (a) Dont à moins d'un an (a)	6 264 514	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	325 268	309 253
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	7 907 127	7 795 485
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	620 147	365 363
Utilisation des fonds dédiés	8 139	89 821
Autres produits	31 197	7 799
Total I	8 891 878	8 567 720
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	3 892 520	4 140 092
Impôts, taxes et versements assimilés	130 592	144 463
Salaires et traitements	2 866 580	2 833 751
Charges sociales	922 955	911 645
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	146 150	116 691
Dotations aux provisions	386 640	58 827
Reports en fonds dédiés	23 913	120 000
Autres charges	668 805	155 736
Total II	9 038 153	8 481 205
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-146 275	86 515
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		19 952
Total III		19 952
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	18 791	49 761
Total IV	18 791	49 761
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-18 791	-29 808

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-165 066	56 706
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	90 000	35 298
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	121 234	152 360
Total V	211 234	187 658
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	206	3 052
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 332	35 669
Total VI	7 538	38 721
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	203 696	148 937
Total des produits (I+III+V)	9 103 112	8 775 330
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	9 064 482	8 569 687
EXCEDENT OU DEFICIT	38 630	205 643

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ILE DE LA REUNION TOURISME

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 7 925 476 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 38 630 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association « Ile de La Réunion Tourisme » a pour objet principal de concourir au développement et à la promotion du secteur touristique de la destination Réunion.

Elle exerce les compétences dévolues aux Comités Régionaux du Tourisme (CRT) et aux Comités Départementaux du Tourisme (CDT).

Elle concourt, pour le compte de la Région Réunion, à l'exécution de la politique du tourisme décidée par le Conseil Régional en concertation avec les partenaires institutionnels et les acteurs professionnels.

Elle constitue l'outil institutionnel chargé de la politique touristique en matière de Développement, d'Aménagement et de Promotion de La Réunion.

Missions :

Dans les limites des orientations stratégiques définies par la Région Réunion en matière de développement touristique et des moyens financiers alloués par la collectivité à cet effet, l'association conduit les actions suivantes afin de réaliser son objet :

- Mise en œuvre de campagnes de publicité on (supports en ligne) et off line (supports affichage, et de promotion des marchés, de relations publiques et relations presse ;
- Etude touristique, observation, veille et tendances des marchés ; elle assure ainsi le suivi de l'observation touristique et à ce titre le portage de l'Observatoire Régional du Tourisme ;
- Structuration des filières touristiques prioritaires ainsi que les moyens d'accompagnement (formation, accueil, etc.) ;
- Assistance à maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales en matière d'ingénierie touristique et accompagnement stratégique des projets touristiques publics et privés innovants ;
- Accompagnement des porteurs de projets et suivi de la qualité du ou des produits(s) (Labels, etc.)
- Coordination et gestion des actions de développement touristique (promotion, investissements...) de la destination Réunion sur les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux ;
- Mise en œuvre d'actions, notamment dans le domaine des études, de la planification, de l'aménagement et de l'équipement, notamment des sites et itinéraires de pleine nature, des aides aux hébergements, assistances techniques à la commercialisation ainsi que la formation professionnelle ; il en assure par ailleurs, le suivi des actions engagées ;
- Mise en œuvre, animation et gestion des outils e-tourisme et digitaux ;
- Information touristique on et off line par tous moyens de communication ;
- Conduite d'actions de commercialisation et vente de produits et services touristiques, dans le respect de la réglementation et des textes en vigueur, dans le cadre de l'autorisation prévue à l'article II de la loi n092-645

Règles et méthodes comptables

du 13 juillet 1992 et le décret 94-490 du 15 juin 1994.

Et de manière générale, tout moyen d'action conforme à son objet.

Dans le cadre de l'exercice des missions susvisées, le Président de la Région Réunion désignera un représentant de la collectivité régionale à titre d'observateur siégeant dans les différentes instances de l'association (Bureau, Assemblée Générale, Conseil d'Administration, etc.), ne disposant ni du droit de vote, ni du droit à participer à la prise de décision des instances précitées.

Afin de réaliser ces actions, l'association des moyens humains et aussi matériels.

Elle emploie 62 personnes qui travaillent sur les différents projets en amont comme sur le terrain.

De plus, elle détient un site en France métropolitaine et un site en Allemagne.

L'association dispose d'un site internet et de moyens informatiques (ordinateurs ...) pour réaliser ses travaux.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 3 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 1 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 1 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 1 à 5 ans
- * Matériel informatique : 1 à 5 ans
- * Mobilier : 1 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant d'engagement d'indemnités de fin de carrière à la clôture de l'exercice 2023 s'élève à 917 991 € selon la méthode retenue PBO.

Les hypothèses retenues sont ; Départ à taux plein, tum over faible, table de mortalité de l'INSEE 2024, évolution des rémunérations 1%, départ volontaire du salarié à 100%. Le taux d'actualisation retenu est de 3,20 %.

Litiges prud'homaux antérieurs :

Litige 1 : Par arrêt du 23 juin 2020, la cour d'appel a condamné l'association à :

- diverses indemnités : 147 142 euros,
- remboursement de six mois d'indemnités : 52 170 euros.

Le jugement étant exécutoire, l'IRT a réglé les indemnités en 2020.

Au 31 décembre 2022, ils restent en provision le reversement à l'assurance chômage et les cotisations sociales afférentes sont provisionnées à 100%.

L'association s'est désistée mais le salarié a déposé un pourvoi en cassation le 23 décembre 2020.

Le 21 septembre 2022, la cour de cassation a renvoyé les parties devant la cour d'appel (arrêt de cassation).

Par un arrêt de la cour d'appel du 14 mai 2024, l'association est condamnée à :

- 48 270 euros à titre de rappel de salaire ;
- 4 827 euros à titre de congés payés afférents.
- 5 000 euros à titre de l'article 700 du CPC.

Une provision de 58 098 euros a été constitué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Litige 2 : saisine du CPH par un salarié 26/10/2020. Délibéré le 06/07/2022 qui condamne l'association au versement d'indemnités diverses : 1 144 euros.

Par un arrêt de la cour d'appel du 18 avril 2024, l'association est condamnée à :

- 9 135 euros à titre d'indemnité compensatrice ;
- 914 euros à titre de congés payés afférents à l'indemnité compensatrice de préavis ;
- 2 500 euros à titre de dommages ;
- 20 000 euros au titre de l'indemnité pour licenciement nul.
- Ordonne le remboursement à France Travail des indemnités de chômage payées à la suite de son licenciement, dans la limite d'un mois de prestations ;
- Condamne l'association à payer la somme de 3 000 € par application de l'article 700 du code de procédure civile.

L'association ne s'est pas pourvue en Cassation.

Une provision de 45 000 euros est déjà inscrite dans les comptes au 31 décembre 2023 et n'a pas fait l'objet de reprise ou de dotation complémentaire.

Litige 3 : par décision du 14 septembre 2022, la cour de cassation a renvoyé les parties devant la cour d'appel (arrêt de cassation).

L'audience est prévue au cours du mois de mai/juin 2023. Un jugement de cour d'appel est intervenu le 29

Faits caractéristiques

février 2024 qui annule l'indemnité pour licenciement nu à hauteur de 90 000 euros. L'association a déjà versé la somme en 2022. Par conséquent et au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'association a comptabilisé un produit à recevoir de 90 000 euros et procédé corrélativement à la dépréciation de la créance à 100% compte tenu du risque de non recouvrement.

Evénement postérieur à la clôture :

En début d'année 2023, une mission d'audit conduite par un cabinet expert a été engagée par le conseil régional de la Réunion, portant sur l'Île de la Réunion Tourisme (IRT), qui exerce des missions relevant d'un Comité Régional du Tourisme (CRT) et d'un Comité Départemental du Tourisme (CDT), ainsi que sur le fonctionnement de l'écosystème touristique local.

Le rapport d'audit a montré le besoin d'une évolution forte de l'écosystème touristique régional et posé un certain nombre de choix de principes, qui ont été validés par le conseil régional :

- Le regroupement au sein d'une structure unique au titre de l'article L.161-3 du code du tourisme, des missions actuelles de l'IRT et de la Fédération Réunionnaise du Tourisme (FRT) ;
- La maîtrise de cet outil unique par la Région - en partenariat avec le Département -, avec la participation renforcée des acteurs socio-professionnels, ainsi que des EPCI/OTSI et stations classées ;
- La structuration des fonctions de pilotage stratégique de la politique publique du tourisme décidé par les instances régionales ;
- Le statut d'établissement public industriel et commercial - EPIC - pour la nouvelle structure.

La nouvelle structure qui sera créée officiellement en juillet 2024 a vocation à :

- Accompagner la mutation de l'offre, vers un tourisme vraiment ancré dans l'époque - durable, responsable et inclusif - et de ce fait une meilleure cohérence entre les missions de promotion/ marketing et les missions de développement ;
- Animer ce projet d'évolution du tourisme au plus près des territoires et créer les conditions pour une appropriation entière du tourisme par les réunionnais ;
- Valoriser les atouts distinctifs et l'attractivité de l'île, par le soutien aux aménagements et équipements touristiques publics, dans une approche territoriale équilibrée, préservant et valorisant ses biens naturels, en premier lieu ceux classés au patrimoine mondial ;
- Apporter de l'expertise et des éléments d'aide à la décision pour alimenter la politique touristique ;
- Construire des partenariats fertiles avec l'ensemble de l'écosystème du tourisme réunionnais, à travers sa gouvernance et les communautés de professionnels qu'il anime ;
- Développer la notoriété de l'île en s'appuyant sur une stratégie actualisée portée par le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de la Réunion (SDATR).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	68 876		25 606	43 270
Immobilisations incorporelles	68 876		25 606	43 270
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 693			1 693
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	111 279	12 782	18 393	105 668
- Instal.générales, agencements aménagements divers	196 001		91 584	104 417
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	727 063	48 402	111 169	664 295
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	32 388		17 852	14 535
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 068 422	61 184	238 998	890 608
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	134 798			134 798
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	100 075		14 364	85 711
Immobilisations financières	234 873		14 364	220 509
ACTIF IMMOBILISE	1 372 172	61 184	278 968	1 154 387

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Etat des provisions sur titres de participations :

Montant début d'exercice : 134 798 euros,

Augmentations/dotations : 0 euros,

Diminutions (montants utilisés) : 0 euros,

Diminutions (montants non utilisés) : néant,

Montant fin d'exercice : 134 798 euros.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	68 876		25 606	43 270
Immobilisations incorporelles	68 876		25 606	43 270
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	679	169		849
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	76 724	14 107	15 394	75 436
- Instal.générales, agencements aménagements divers	180 226	2 467	91 584	91 109
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	520 784	96 915	108 091	509 608
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	778 413	113 658	215 069	677 002
ACTIF IMMOBILISE	847 289	113 658	240 675	720 271

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 438 933 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 067		1 067
Autres	84 644		84 644
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	744 042	744 042	
Autres	2 440 786	2 440 786	
Charges constatées d'avance	168 394	168 394	
Total	3 438 933	3 353 222	85 711
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le poste "autres" regroupe notamment les subventions à recevoir au 31/12/2023.

Produits à recevoir

	Montant
R.r.r. à obtenir, avoirs non	47 316
Organismes - prod. à recevoir	7 882
Produits à recevoir	95 325
Total	150 523

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	135 865			135 865
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	307 327	33 748	25 672	315 403
Total	443 192	33 748	25 672	451 268
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		33 748	25 672	
Financières				
Exceptionnelles				

Les provisions pour dépréciations concernent essentiellement les risques liés aux encaissements des créances clients.

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	4 807		205 643		210 450
Excédent ou déficit de l'exercice	205 643	-205 643	38 630		38 630
Situation nette	210 450	-205 643	244 273		249 080
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	410 445			58 551	351 894
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	620 895	-205 643	244 273	58 551	600 974

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	223 294	386 640	486 826		609 934
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	549 456				62 630
Total	772 750	386 640	486 826		672 564
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		386 640	486 826		
Financières					
Exceptionnelles		1 256			

Les provisions pour risques et charges comprennent :

- Litiges prud'hommes : 295 KE correspondant aux sommes dues ainsi que les cotisations sociales.
- Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2020 pour 52 KE.
- Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2022 pour 182 KE.
- Risques de non recouvrement des trop payés à un organisme social pour 97 KE.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 6 264 514 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	990 852	990 852		
Dettes fiscales et sociales	4 654 452	4 654 452		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	589 210	589 210		
Produits constatés d'avance	30 000	30 000		
Total	6 264 514	6 264 514		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Les dettes fiscales et sociales comprennent notamment des trop perçus à reverser à la Région sur les financements reçus au titre des exercices 2014 à 2023 pour un montant global de 3 983 878 euros. Par courrier du 6 juin 2020, l'association a demandé à la Région la remise gracieuse pour les années 2014 et 2015 soit respectivement 59 249 euros et 142 913 euros.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-fact non parvenue	157 899
Dettes prov. congés payés	157 090
Charges sur congés à payer	45 383
Ch sociales à payer	45 091
Total	405 463

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	168 394		
Total	168 394		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Convention Conseil Départemental	30 000		
Total	30 000		

La subvention du Conseil Départemental couvre la période de 2023 à 2025.

La fraction non consommée au 31 décembre 2023 a été neutralisée en produit constaté d'avance.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Prestations	325 267
TOTAL	325 268

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 21 917 EURO

Honoraire des autres services : 1 996 EURO

Subventions d'exploitation

Les subventions d'un montant de 8 026 861 euros couvrent la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	2 067 458		5 839 669			7 907 127
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			119 734			119 734
						8 026 861

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	106	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	100	
Amortissements des immobilisations	6 076	
Provisions pour risques et charges	1 256	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		90 000
Subventions d'investissement virées au résultat		119 734
Autres produits		1 500
TOTAL	7 538	211 234

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		38 630
Part du résultat sur gestion conventionnée		
Part du résultat sur gestion libre		38 630

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 62 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	10	16	26	26
Employés	15	21	36	36
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	25	37	62	62

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Rémunérations des trois plus hauts cadre dirigeants (Loi n°2006-586 du 23 mai 2006, art 20) :

L'association n'employant qu'un seul cadre dirigeant sur l'exercice 2021, pour des raisons de confidentialité, cette information n'est pas diffusée.

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
ANCV Pass natur	1 974	51 974	41 845		-10 129		
CAF Pass nature	40 549	40 549			-40 549		
REGION Pass nat	27 674	27 674	5 250		-22 424		
ANCT Pass natur	525	10 525	10 234		-291		
DRAJES Pass nat	390	5 390	4 660		-730		
Nestlé pass natur		10 000	9 715		-285		
Conseil Dptal acti		15 000	2 522			12 478	
Total	71 112	161 112	74 226		-74 408	12 478	

La colonne "transfert" correspond au reclassement en dette de la partie non consommée des fonds dédiés Pass nature dont les conventions prévoient une fin de l'action au 31 décembre 2023.